



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles
d'Île-de-France**

Conservation régionale des monuments historiques

CATHEDRALE NOTRE-DAME DE PARIS
Menues interventions sur des objets menuisés
Fabrication de coffres en bois pour le tapis de chœur

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

Passé conformément aux articles L 2123-1 et R 2123-1
du code de la commande publique

Cahier des clauses particulières

Novembre 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Objet du marché – Dispositions générales	4
1.1	Nature du marché	4
1.2	Objet du marché	4
1.3	PIECES CONTRACTUELLES.....	5
1.4	Réalisation de prestations similaires	5
1.5	Conditions d'exercice des prestations	5
1.6	Sous-traitance	5
1.7	Travail dissimulé	6
1.8	Interlocuteurs référents	6
1.9	Tranches	6
ARTICLE 2	Contenu détaillé des prestations	6
2.1	Cadre normatif applicable	6
2.2	Enlèvement des objets en réserve.....	7
2.3	Menues interventions.....	8
2.4	Menues interventions et fabrications d'éléments manquants sur des objets menuisés10	
2.5	Fabrication de coffres en bois pour le tapis de chœur (NDP0807)	11
2.6	Installation à Notre-Dame DE PARIS	12
2.7	localisation et installation.....	12
2.8	Dispositions en matière d'hygiène et de sécurité – Plan de prévention	15
2.9	Devoir de vigilance et d'alerte	16
2.10	Démarche environnementale.....	16
ARTICLE 3	PRIX.....	17
3.1	Contenu et disposition générales.....	17
3.2	Forme du prix	17
3.3	Etablissement du mois zéro (m ₀).....	17
3.4	Modalités D'ACTUALISATION DES prix	17
ARTICLE 4	Durée du marché - Délais d'exécution	18
4.1	Durée du marché	18
4.2	Début du délai d'exécution.....	18
4.3	Achèvement de la mission.....	18
ARTICLE 5	Pénalités.....	18
5.1	Conditions d'application des pénalités.....	18
5.2	Pénalités pour manquements aux conditions d'exécution des prestations.....	19
5.3	Pénalités pour retard dans la remise de documents.....	19
ARTICLE 6	Règlement des comptes	20
6.1	Délais de paiement – Généralités.....	20
6.2	Présentation des demandes de paiement	21
6.3	Modalités de versement.....	21
6.4	Avance.....	21
6.5	Acomptes	21
6.6	Solde	22

ARTICLE 7 Retenue de garantie.....	22
ARTICLE 8 Résiliation du marché – Mesures coercitives	22
ARTICLE 9 cession des droits de propriété intellectuelle sur leS dossiers d'intervention.....	23
9.1 Détermination du prix forfaitaire du Rapport d'intervention.....	23
9.2 Cession des droits sur le Rapport d'intervention	23
9.3 Etendue des droits cédés.....	23
9.4 Exploitations envisagées	25
9.5 Qualité de cessionnaire de la Drac Île-de-France	25
9.6 Territoire et durée	25
9.7 Exclusivité	26
9.8 Garanties	26
9.9 Rémunération	27
9.10 Droit moral	27
9.11 Résiliation	27
9.12 Prestations réalisées par la Drac Île-de-France et confiées au titulaire	27
ARTICLE 10 Clauses diverses.....	28
10.1 Assurances.....	28
10.2 Confidentialité.....	28
10.3 Prévention des conflits d'intérêts	28
10.4 Recours en cas de litige et langues.....	29
ARTICLE 11 Dérogations aux documents généraux.....	29
Visas	30
Liste des annexes au present document.....	30
Annexe 1 : Les images des objets mobiliers menuisés stockés dans le Val d'Oise	30
Annexe 2 - Les plans et coupes de la cathédrale Notre-Dame de Paris.....	30
Annexe 3 - L'étude pour la restauration du mobilier de la salle basse de septembre 2025	30
Annexe 4 - La mise en oeuvre du règlement général pour la protection des données au présent marché.....	30

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 NATURE DU MARCHÉ

Le présent cahier des clauses particulières porte sur un marché de services.

Le présent marché est conclu sans allotissement.

1.2 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché concerne l'opération suivante :

Cathédrale Notre-Dame de Paris (75004)

Menues interventions et fabrications d'éléments manquants sur des objets menuisés

Fabrication de coffres en bois pour le tapis de chœur

Les objets mobiliers sont désignés ci-après sous le terme d'« **œuvres** ».

les caractéristiques techniques des œuvres sont précisés en annexe 3 – Etude pour la restauration du mobilier de la salle basse – Notre-Dame de Paris.

La liste des œuvres, objets du présent marché est la suivante :

n° inventaire Val d'Oise	Objet	Interventions
N° 516	Devant d'autel	Nettoyage et réintégration à la cathédrale Notre-Dame de Paris
n° 240 et 92	Couronne d'horloge	Nettoyage et menues interventions, réintégration à la cathédrale Notre-Dame de Paris
n° 401	Stalle n° 401	Nettoyage, consolidations, mise en cire et réintégration à la cathédrale Notre-Dame de Paris
n° 403	Stalle n° 403	Nettoyage, consolidations, mise en cire et réintégration à la cathédrale Notre-Dame de Paris
n° 407	Stalle n° 407	Nettoyage, consolidations, mise en et réintégration à la cathédrale Notre-Dame de Paris
n° 511	Stalle n° 511	Nettoyage, consolidations, mise en et réintégration à la cathédrale Notre-Dame de Paris
n°505	Stalle n°505	Nettoyage, consolidations, mise en cire et réintégration à la cathédrale Notre-Dame de Paris
n° 506	Stalle n° 506	Nettoyage, consolidations, mise en cire et réintégration à la cathédrale Notre-Dame de Paris
n° 507	Stalle n° 507	Nettoyage, consolidations, mise en cire et réintégration à la cathédrale Notre-Dame de Paris
n° 333	Stalle n° 333	Nettoyage, consolidations, façonnage éléments manquants, mise en cire et réintégration à la cathédrale Notre-Dame de Paris
n° 220, 211 et 212	Pot à feu n° 220	Nettoyage, consolidations, mise en cire et réintégration à la cathédrale Notre-Dame de Paris
n° 241, 243, 215 et 210	Pot à feu n° 241	Nettoyage, consolidations, mise en cire et réintégration à la cathédrale Notre-Dame de Paris
n°244	Pot à feu n°244	Nettoyage, consolidations, mise en cire et réintégration à la cathédrale Notre-Dame de Paris
N°386, 412, 375, 367, 379, 371, 47, 376, 249, 250, 130, 131, 132, 133, 317, 314(x4), 315(x2), 318 et 316 (x4),	Confessionnal n° 1	Nettoyage, consolidations, mise en cire et réintégration à la cathédrale Notre-Dame de Paris
n° 414, 381, 358, 373, 380, 378, 372, 374 et 370	Confessionnal n° 2	Nettoyage, consolidations, mise en cire, fabrication éléments manquants et réintégration à la cathédrale Notre-Dame de Paris
Socle, dessus, 49, 53, 54, 46, 51, 50, 52, 76, 48, 372, 274, 246, 362, 369 et 056	Confessionnal n° 3	Nettoyage, consolidations, façonnage éléments manquants, mise en cire et réintégration à la cathédrale Notre-Dame de Paris

n° inventaire NDP	Objet	Interventions
NDP0807	Tapis de chœur	Fabrication de coffres sur socle roulant pour les deux éléments du tapis et livraison à la cathédrale Notre-Dame de Paris

Soit dix-sept œuvres.

Le socle et le dessus du 3^{ème} confessionnal ne sont pas référencés mais sont stockés avec les autres éléments.

1.3 PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
 - Annexe 1 - Les images des objets mobiliers menuisés stockés dans le Val d'Oise ;
 - Annexe 2 - Les plans et coupes de la cathédrale Notre-Dame de Paris ;
 - Annexe 3 - L'étude pour la restauration du mobilier de la salle basse de septembre 2025 ;
 - Annexe 4 - La mise en oeuvre du règlement général pour la protection des données au présent marché
- Le bordereau de prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- L'acte de sous-traitance, le cas échéant (DC4) ;
- Le mémoire justificatif du candidat ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) en application de l'arrêté du 30 mars 2021 ;

1.4 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le Pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau du marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent du marché.

1.5 CONDITIONS D'EXERCICE DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engageant à une **obligation de résultat**, il lui appartient de définir en fonction des informations fournies par le Pouvoir adjudicateur, les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. Le titulaire s'engage, si cela était nécessaire pour mener à bien sa mission, à augmenter ses moyens techniques et l'effectif de ses équipes sans accroissement de sa rémunération.

Toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution des prestations confiées sont réputées incluses dans le marché, y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique, et sauf exclusion expresse. Le titulaire est tenu à une **obligation de conseil** portant sur tous les aspects du service qui lui est confié, qui sera entendue de la manière la plus générale qui soit et l'obligera à attirer l'attention de la personne publique dans des délais raisonnables sur toutes les difficultés ou questions ressortant de sa spécialité, quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une stipulation particulière du marché.

1.6 SOUS-TRAITANCE

Les dispositions du Code de la commande publique (articles L2193-1 à 14 et R2193-1 à 22) et de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance (modifiée par la loi 2001-1168 du 12 décembre 2001) sont applicables.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, le Pouvoir adjudicateur, qui approuve le sous-traitant de rang inférieur, exigera du sous-traitant dit de 1^{er} rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

1.7 TRAVAIL DISSIMULE

Conformément aux dispositions des articles L.8221-1 à L.8221-6-1 du Code du travail, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au Pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D.8222-5 et/ou D.8222-7 du Code du travail.

1.8 INTERLOCUTEURS REFERENTS

Le Pouvoir adjudicateur désigne un interlocuteur référent pour l'exécution du présent marché :
Marie-Hélène Didier, conservateur général des monuments historiques, ci-après désignée « Le Conservateur »

marie-helene.didier@culture.gouv.fr

et un interlocuteur référent pour le suivi administratif et financier du présent marché :
Yoann Mansier, Chargé des affaires administratives et financières

Yoann.mansier@culture.gouv.fr

De même, le titulaire désigne un référent :

....., ci-après
désigné le « Référent »

Tout changement de référent devra être signalé au Pouvoir adjudicateur.

1.9 TRANCHES

Sans objet.

ARTICLE 2 CONTENU DETAILLE DES PRESTATIONS

2.1 CADRE NORMATIF APPLICABLE

Le titulaire est tenu de se conformer aux références normatives ci-dessous. Toutefois, cette liste est indicative et ne saurait être considérée comme exhaustive.

NF EN 15898 – Décembre 2019, Conservation du patrimoine culturel – Principaux termes généraux et définitions correspondantes

NF EN 16853 – Juillet 2017 - Conservation du patrimoine culturel – Processus de conservation – Prise de décisions, programmation et mise en œuvre

2.2 ENLEVEMENT DES OBJETS EN RESERVE

2.2.1 Objets stockés dans le Val d'Oise

Les objets suivants sont actuellement stockés dans une réserve sécurisée dans le Val d'Oise :

n° inventaire Val d'Oise	Objet	Interventions
N° 516	Devant d'autel	Nettoyage
n° 240 et 92	Couronne d'horloge	Nettoyage et menues interventions
n° 401	Stalle n° 401	Nettoyage, consolidations, mise en cire
n° 403	Stalle n° 403	Nettoyage, consolidations, mise en cire
n° 407	Stalle n° 407	Nettoyage, consolidations, mise en cire
n° 511	Stalle n° 511	Nettoyage, consolidations, mise en cire
n°505	Stalle n°505	Nettoyage, consolidations, mise en cire
n° 506	Stalle n° 506	Nettoyage, consolidations, mise en cire
n° 507	Stalle n° 507	Nettoyage, consolidations, mise en cire
n° 333	Stalle n° 333	Nettoyage, consolidations, façonnage éléments manquants, mise en cire
n° 220, 211 et 212	Pot à feu n° 220	Nettoyage, consolidations, mise en cire
n° 241, 243, 215 et 210	Pot à feu n° 241	Nettoyage, consolidations, mise en cire
n°244	Pot à feu n°244	Nettoyage, consolidations, mise en cire
N°386, 412, 375, 367, 379, 371, 47, 376, 249, 250, 130, 131, 132, 133, 317, 314(x4), 315(x2), 318 et 316 (x4),	Confessionnal n° 1	Nettoyage, consolidations, mise en cire
n° 414, 381, 358, 373, 380, 378, 372, 374 et 370	Confessionnal n° 2	Nettoyage, consolidations, mise en cire, fabrication éléments manquants
Socle, dessus, 49, 53, 54, 46, 51, 50, 52, 76, 48, 372, 274, 246, 362, 369 et 056	Confessionnal n° 3	Nettoyage, consolidations, façonnage éléments manquants, mise en cire

Le titulaire a la charge de l'enlèvement des objets de la réserve sécurisée vers ses ateliers.

Sujétions d'accès et plomb :

Le titulaire fait son affaire des sujétions d'accès, en lien avec la société en charge de l'exploitation de l'espace de stockage.

Conformément à la réglementation, le personnel de l'entreprise doit satisfaire d'une formation au risque plomb pour pouvoir intervenir sur l'espace de stockage et d'études.

Conformément à la réglementation, l'entreprise devra justifier du suivi médical de son personnel, incluant la réalisation de plombémie et d'une attestation d'aptitude médicale.

¹ <https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Conservation-restauration/Principes-et-methodes/Marches-publics-et-conservation-restauration-des-biens-culturels>

Conformément à la réglementation, l'entreprise devra contrôler l'exposition au plomb inhalé de son personnel en respect de la Valeur Limite d'Exposition Professionnelle.

La contrainte d'accès au hall (espace de stockage et d'études, aire de livraison) est l'entrée - sortie de la zone polluée plomb par l'unité de décontamination comme accès unique du personnel et l'obligation de prendre une douche corporelle de décontamination en sortie ainsi que du petit matériel.

2.2.2 Tapis de Chœur

Le tapis de Chœur est stocké dans les réserves du mobilier national.
Le transport du tapis vers la cathédrale est exclu du présent marché.

2.3 MENUES INTERVENTIONS

Les neuf oeuvres suivantes nécessitent un nettoyage et des menues interventions ponctuelles :

n° inventaire Val d'Oise	Objet	Observations	Interventions
N° 516	Devant d'autel	Très bon état général Quelques manques de sculptures (têtes d'anges) qui ont été dorés Dimensions : 2 330 x 1 430 x 155 mm 70 kg	Nettoyage
n° 240 et 92	Couronne d'horloge	Bon état général Diamètre : 1 500 mm 20 kg	Nettoyage du bois et décirage Remise en cire (deux couches) Nettoyage de la dorure Fixation de l'élément n° 92
n° 401	Stalle n° 401	Plusieurs altérations : Traces d'eau Zones vermoulues sur la plate-bande et en contre-parement Présence de trous, correspondants à d'anciens percements Sculptures altérées ou perdues Assemblages désolidarisés Entailles en queue d'aronde Dimensions : 5 300mm x 650mm x40mm épaisseur	Nettoyage, décirage à l'éponge Consolidation des assemblages par méplats aluminum 3 mm fixés en applique sur le contre- parement Recollage des assemblages Recirage, deux couches
n° 403	Stalle n° 403	Plusieurs altérations : Traces d'eau Trous dans les montants, correspondant à d'anciens percements pour la fixation Sculptures altérées ou perdues Panneau sculpté fendu au centre Entailles en queue d'aronde Dimensions : 5 300mm x 650mm x40mm épaisseur:	Nettoyage, décirage à l'éponge Consolidation des assemblages par méplats aluminum 3 mm fixés en applique sur le contre- parement Recirage, deux couches
n° 407	Stalle n° 407	Plusieurs altérations : Traces d'eau Trous dans les montants, correspondant à d'anciens percements pour la fixation Sculptures altérées ou perdues Entailles en queue d'aronde Panneau sculpté fendu au centre	Décirage à l'éponge Consolidation des assemblages par méplats aluminum 3 mm fixés en applique sur le contre- parement Recirage, deux couches

		Partie haute du montant gauche manquant Dimensions : 5 300mm x 650mm x 40mm épaisseur	
n° 511	Stalle n° 511	Plusieurs altérations : Traces d'eau Trous dans les montants, correspondant à d'anciens percements pour la fixation Sculptures altérées ou perdues Entailles en queue d'aronde Dimensions : 5 300mm x 650mm x 40mm épaisseur	Nettoyage, décirage à l'éponge Consolidation des assemblages par méplats aluminum 3 mm fixés en applique sur le contre-parement Recirage, deux couches
n°505	Stalle n°505	Plusieurs altérations : Traces d'eau Trous dans les montants, correspondant à d'anciens percements pour la fixation Sculptures altérées ou perdues Panneau central sorti de son bati Dimensions : 5 300mm x 650mm x 40mm épaisseur	Nettoyage, décirage à l'éponge Reprise et consolidation des assemblages par méplats aluminum 3 mm fixés en applique sur le contre-parement Recirage, deux couches
n° 506	Stalle n° 506	Plusieurs altérations : Zones vermoulues sur la plate-bande et en contre-parement Traces d'eau Trous dans les montants, correspondant à d'anciens percements pour la fixation Sculptures altérées ou perdues Panneau central sorti de son bati Fentes dans le montant gauche Dimensions : 5 300mm x 650mm x 40mm épaisseur	Nettoyage, décirage à l'éponge Reprise et consolidation des assemblages par méplats aluminum 3 mm fixés en applique sur le contre-parement Recirage, deux couches
n° 507	Stalle n° 507	Plusieurs altérations : Zones vermoulues sur la plate-bande et en contre-parement Traces d'eau Trous dans les montants, correspondant à d'anciens percements pour la fixation Sculptures altérées ou perdues Dimensions : 5 300mm x 650mm x 40mm épaisseur	Nettoyage, décirage à l'éponge Consolidation des assemblages par méplats aluminum 3 mm fixés en applique sur le contre-parement Recirage, deux couches

Dispositions générales :

Les prestations relatives au nettoyage de chaque objet se décomposent en trois volets principaux :

1. Constat d'état, observations techniques et campagne photographique (avant, pendant et après).
2. Diagnostics plomb avant et après interventions : en premier lieu, en sortie de réserve, à l'arrivée en atelier et dans un second temps, en fin d'interventions en atelier, avant réintégration à Notre-Dame de Paris
3. Interventions sur l'objet, après validation des modes opératoire :
 - o Nettoyage et décirage, compris essais
 - o Consolidation
 - o Remise en cire

4. Réalisation d'un rapport détaillé, montrant les techniques de fabrication, les altérations constatées, outils et produits utilisés et documentation photographique.

2.4 MENUES INTERVENTIONS ET FABRICATIONS D'ELEMENTS MANQUANTS SUR DES OBJETS MENUISES

Les six œuvres suivantes nécessitent un nettoyage important et des menues interventions :

n° inventaire Val d'Oise	Objet	Observations	Interventions
n° 333 et 402 et 313	Stalle n° 333	Plusieurs altérations : Eléments dissociés : n° 402 et 313 Traces d'eau Trous dans les montants, correspondant à d'anciens percements pour la fixation Sculptures altérées ou perdues Partie haute d'un montant cassé au niveau de la mortaise Traverse basse manquante Dimensions : 5 300mm x 650mm x 40mm épaisseur	Nettoyage, décapage à l'éponge Fabrication d'une traverse basse suivant profil existant Reprise et consolidation des assemblages par méplats aluminium 3 mm fixés en applique sur le contre-parement Recirage, deux couches
n° 220, 211 et 212	Pot à feu n° 220	Etat correct Manques importants Implantation des sculptures 211 et 212 identifiées Structures à consolider Dimensions : 1 000mm x 900mm x 500mm épaisseur	Nettoyage, décapage Consolidation des structures métalliques Refixation des éléments détachés (211 et 212), greffes de bois comprises Remise en cire, deux couches
n° 241, 243, 215 et 210	Pot à feu n° 241	Bon état général Manque partie de la sculpture basse Dimensions : 1 000mm x 900mm x 500mm épaisseur	Nettoyage, décapage Consolidation des structures métalliques Refixation des éléments latéraux détachés (243 et 215) et de la sculpture haute (210), création d'assemblages et greffes de bois comprises Remise en cire, deux couches
n°244	Pot à feu n°244	Mauvais état Contre-parement vermoulu Manque important de sculpture Dimensions : 1 000mm x 900mm x 500mm épaisseur	Nettoyage, décapage Consolidation des structures métalliques Remise en cire, deux couches
N°386, 412, 375, 367, 379, 371, 47, 376, 249, 250, 130, 131, 132, 133, 317, 314(x4), 315(x2), 318 et 316 (x4),	Confessionnel n° 1	Bon état général Manque rejets sur les montants Manque montants du fond n° 368, des éléments de parquets et des assises Manque grande partie de la frise en partie haute Dimensions : 2 500mm x 1 100mm x 2 200mm de hauteur	Nettoyage, décapage Création de montants pour le fond n° 368, Révision de l'assemblage du montant n° 133 Création de montant d'assise identique au n° 317 Complément d'éléments de parquet Assemblage du confessionnel Remise en cire, deux couches
n° 414, 381, 358, 373, 380, 378, 372, 374 et 370	Confessionnel n° 2	Bon état général Manque rejets sur les montants Manque montants des fonds des éléments de parquets et des assises absence de socle Dimensions : 2 500mm x 1 100mm x 2 200mm de hauteur	Nettoyage, décapage Création d'éléments manquants : montants, parquets, assises, socle Assemblage du confessionnel Remise en cire, deux couches
Socle, dessus, 49, 53, 54, 46, 51, 50, 52, 76, 48,	Confessionnel n° 3	Socle en bon état, manque éléments de parquet Dessus en bon état	Socle : ajustement des mortaises et des rainures Fond central : réemploi possible n° 49 ou 53 Fonds latéraux : réemploi possible n°54, 46, 51, 50

372, 274, 246, 362, 369 et 056		Dimensions : 2 500mm x 1 100mm x 2 200mm de hauteur	Cotés : réemploi possible : n° 52, 76 et 48 Séparation : réemploi possible : n° 372, 247, 246, 362, 369 Ajustement des éléments réemployés, révisions des assemblages Création d'éléments manquants : montants, parquets, assises, socle Assemblage du confessionnal Remise en cire, deux couches
--------------------------------	--	---	--

Dispositions générales :

Les prestations générales relatives au nettoyage se décomposent en trois volets principaux :

1. Constat d'état, observations techniques et campagne photographique (avant, pendant et après).
2. Diagnostics plomb avant et après interventions : en premier lieu, en sortie de réserve, à l'arrivée en atelier et dans un second temps, en fin d'interventions en atelier, avant réintégration à Notre-Dame de Paris
3. Interventions sur l'objet, après validation des modes opératoire :
 - o Nettoyage et décirage, compris essais
 - o Consolidation, création de pièces, le cas échéant
 - o Remise en cire
4. Réalisation d'un rapport détaillé, montrant les techniques de fabrication, les altérations constatées, outils et produits utilisés et documentation photographique

2.5 FABRICATION DE COFFRES EN BOIS POUR LE TAPIS DE CHŒUR (NDP0807)

Caractéristiques du tapis de Chœur (NDP0807) :

Le tapis de chœur est actuellement stocké dans les réserves du Mobilier national.

En tant que de besoin, un aller-voir pourra être organisé pour le titulaire du marché.

Le transport et la mise en place du tapis dans son coffre sera pris en charge par le Pouvoir adjudicateur.

Le tapis est en deux morceaux qui seront installés à la suite l'un de l'autre dans le déambulatoire côté sud, contre la clôture de chœur, soit une longueur d'environ 22 m.

Les deux parties du tapis sont stockées roulées.

partie haute :

L. 907 x D 50 cm

partie basse :

L. 12,80 m x D. 45 cm

Prestations à réaliser :

Fabrication d'un système d'assemblage de plateaux roulants, recouvert d'un coffrage en bois, permettant le stockage et et déplacement des deux parties du tapis de chœur.

Caractéristiques

Le système de plateaux roulants permet la reprise de poids du tapis la plus continue possible et permet son déplacement :

Les plateaux roulants, « Dollies » auront pour dimensions maximale de 60 cm de large et 80 cm de long.

Les plateaux sont reliés entre eux, par un assemblage souple et résistant permettant le déplacement du tapis dans son coffre, en giration légère.

Le coffre sera composé de modules démontables, de 80 cm de longueur maximum.

Les modules seront parfaitement identiques et pourront être interchangeables, hormis les modules des extrémités, dotés d'une fermeture sur le côté.

L'emboîtement des modules assurera la parfaite protection contre la poussière, tout en permettant la ventilation du tapis.

Les coffres étant installés dans le déambulatoire, le long de la clôture du chœur, la partie visible du coffre sera habillée d'une plinthe.

Ces modules seront fabriqués en bois résistant et léger, finition chêne.

Documentation

Avant exécution, le titulaire soumettra des documents d'exécution pour validation :

- Plans d'exécution
- Note de calcul (portance du système)
- Poids de chaque coffre.

Le titulaire fournit un dossier des ouvrages exécutés et un mode d'emploi (déplacement, dépose des modules, etc.).

2.6 INSTALLATION A NOTRE-DAME DE PARIS

Après interventions en atelier, les objets sont installés à Notre-Dame.

Les opérations d'installation, compris transport, coltinage, et remontage et accrochage éventuel sont à la charge du titulaire.

Sont compris dans le coût des prestations :

- Tous les moyens de levage nécessaires, en adéquation avec la configuration des espaces,
- les moyens de protection du monuments et des équipements avoisinants,
- La fixation des objets, compris fourniture et pose des fixations pour les stalles, pots à feu, couronne et devant d'autel,
- La fourniture de plateaux sur roulettes pour les confessionnaux,
- Le coût des interventions hors horaires d'ouverture au public.

2.7 LOCALISATION ET INSTALLATION

2.7.1 Localisation

La tour nord de la cathédrale

Les objets suivants sont installés dans la salle basse de la tour nord :

n° inventaire Val d'Oise	Objet	Localisation
N° 516	Devant d'autel	Mur ouest

n° 240 et 92	Couronne d'horloge	Mur ouest
n° 401	Stalle n° 401	Mur ouest
n° 403	Stalle n° 403	Mur ouest
n° 407	Stalle n° 407	Mur ouest
n° 511	Stalle n° 511	Mur ouest
n°505	Stalle n°505	Mur ouest
n° 506	Stalle n° 506	Mur ouest
n° 507	Stalle n° 507	Mur est
n° 333	Stalle n° 333	Mur est
n° 220, 211 et 212	Pot à feu n° 220	Mur ouest
n° 241, 243, 215 et 210	Pot à feu n° 241	Mur ouest
n°244	Pot à feu n°244	Mur ouest

La localisation est indiquée dans le rapport d'étude en annexe du présent CCP.

Les tribunes du chœur

Les objets suivants sont installés dans les tribunes du chœur :

n° inventaire Val d'Oise	Objet
N°386, 412, 375, 367, 379, 371, 47, 376, 249, 250, 130, 131, 132, 133, 317, 314(x4), 315(x2), 318 et 316 (x4),	Confessionnal n° 1
n° 414, 381, 358, 373, 380, 378, 372, 374 et 370	Confessionnal n° 2
Socle, dessus, 49, 53, 54, 46, 51, 50, 52, 76, 48, 372, 274, 246, 362, 369 et 056	Confessionnal n° 3

Les éléments non utilisés pour la reconstitution des confessionnaux seront stockés dans les arrières tribunes du chœur.

Déambulatoire coté sud, contre la clôture du chœur

Les deux coffres destinés à la conservation du tapis de chœur sont installés à la suite de l'autre dans le déambulatoire côté sud, contre la clôture de chœur, soit une longueur d'environ 22 m.

2.7.2 Modalités d'accès et contraintes d'interventions au sein de la cathédrale

Horaires d'ouverture au public de la partie culturelle :

- Lundi à vendredi : 7h50 – 19h (jusqu'à 22h le jeudi)
- Samedi et dimanche : 8h15 – 19h30

Horaires d'ouverture au public de la partie culturelle :

- Du 24 septembre au 31 octobre : 9h - 23h
- Du 1er novembre au 31 mars : 9h - 17h30

Concerts :

- Mardi : 20h30
- Dimanche : 16h – Audition au grand orgue (entrée gratuite)

La cathédrale Notre-Dame de Paris est un lieu de culte où se déroulent de nombreux offices.

Le titulaire s'engage à ne pas perturber les cérémonies du Diocèse lors de l'exécution de ses prestations. Le titulaire est invité à se renseigner régulièrement des dates et horaires des cérémonies sur le site officiel de la cathédrale Notre-Dame de Paris :

<https://www.notredamedeparis.fr/prier/messes-et-offices-nd/horaires-offices/>

Le titulaire supporte les interruptions de travail nécessitées par les besoins du fonctionnement ou d'exploitation de l'édifice dans lequel s'effectuent ses prestations, et prend à sa charge toutes les mesures qui lui seront indiquées pour ne pas gêner les services (cérémonies religieuses, festivités, etc.).

2.7.2.1 Modalités d'accès intervenants

L'accès à la cathédrale est soumis à la transmission préalable des éléments suivants, 5 jours avant l'intervention :

- noms et identités des intervenants,
- délais d'intervention,
- liste des personnels amenés à travailler sur le chantier, compris pièce d'identité.

Le port visible du badge est obligatoire dans l'enceinte de l'établissement. Il est rappelé que l'accès au site peut être refusé à toute personne ne pouvant satisfaire à un contrôle d'identité. La perte de badge doit être immédiatement signalée à la personne responsable du suivi du marché.

2.7.2.2 Livraison, manutention et transport de matériel

Les livraisons et le coltinage dans la cathédrale sont réalisés en dehors des heures d'ouverture au public soit avant 7h30 et après 19h, 22h le jeudi.

Les véhicules de livraison accèdent à la cathédrale par la voie longeant la rive sud de l'Île de la Cité en franchissant le portail « P7 » indiqué sur le plan des installations de chantier, inséré dans le rapport de présentation graphique du marché.

La réception des matériaux, matériels, mobiliers, etc. est réalisée par le titulaire avec la présence obligatoire d'un représentant du Diocèse. Un état des lieux contradictoire sera réalisé. Toute modification de créneau horaire à la demande du titulaire devra être acceptée au préalable par le Diocèse.

2.7.2.3 Livraisons et accès à la salle basse de la tour nord

La livraison de matériel est possible par les portails ouest, sous réserve d'en avoir fait la demande préalable au Diocèse.

Le coltinage du matériel est possible par l'escalier de la tour nord de la façade occidentale ou par la trappe des cloches. L'ouverture de la trappe des cloches est soumise à une demande préalable à l'EPRNDP et au respect des consignes de sécurité délivrées par l'EPRNDP.

2.7.3 Stockage de matériel, vestiaire

Un local sera mis à disposition du titulaire pour le stockage de matériel.

Un local vestiaire sera mis à disposition du titulaire.

2.8 DISPOSITIONS EN MATIERE D'HYGIENE ET DE SECURITE – PLAN DE PREVENTION

Les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité sont appliquées conformément au décret no 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Le titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux, l'application desdites dispositions relevant totalement de la responsabilité du titulaire.

Le titulaire établit un plan de prévention avant la fin du 1er mois de prise en charge des installations.

Dans ce cadre, il sera procédé à une inspection commune des lieux d'intervention, et des matériels. Au vu des éléments recueillis au cours de cette inspection, une analyse des risques sera effectuée en commun.

Un plan de prévention établi par écrit sera arrêté, avant le commencement de la prestation. Ce plan de prévention revêt un caractère obligatoire conformément à la réglementation en vigueur.

Il devra comporter :

- la définition des phases d'activités dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants,
- l'adaptation des matériels et dispositifs à la nature des opérations à effectuer,
- les instructions à donner aux salariés,
- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence par l'établissement,
- les conditions de la participation éventuelle du personnel du prestataire aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

Le titulaire doit mettre en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention.

Le titulaire est tenu de prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité des biens, l'hygiène, la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur, ainsi que celles qui sont prescrites dans ces mêmes domaines par le règlement intérieur de l'établissement.

Le titulaire s'engage à :

- Fournir le plus tôt possible la liste de ses sous-traitants et faire parvenir au représentant du Pouvoir adjudicateur leur plan de prévention spécifique à la nature des travaux confiés en veillant à :
- l'harmonisation de leurs différents plans de prévention,
- la formation du personnel de chaque sous-traitant,
- la préparation à l'inspection préalable du démarrage des prestations et de l'établissement du Plan de Prévention Commun.
- Dispenser aux salariés qu'il affecte à l'exécution des prestations, la formation nécessaire à assurer leur sécurité en prenant notamment en compte les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés, tant pour les risques liés à la présence de plusieurs entreprises, que pour ceux résultants de l'activité tels que définis dans le plan de prévention et ses additifs, notamment en ce qui concerne :
 - les alarmes de sécurité,
 - le travail en hauteur,
 - l'encombrement de passages,
 - les zones interdites,

- l'utilisation des prises de courant destinées au raccordement des outils,
- l'utilisation des chaussures isolantes quand cela est nécessaire,
- la demande de « permis feu » et autorisations nécessaires en fonction du type de travaux effectués.

Les attestations des habilitations réglementaires (électrique, CACES, travaux en hauteur/toiture, etc.) du personnel du titulaire sont transmises dès sa mise en place pour l'établissement du « Plan de Prévention » pour les travaux en hauteur et/ou les « Permis Feu ».

Le titulaire est responsable de la prise en compte et de l'application de ces prescriptions.

2.9 DEVOIR DE VIGILANCE ET D'ALERTE

Du fait de leur présence physique sur le site d'exécution, les représentants du titulaire et les personnes qui interviennent pour son compte occupent une position privilégiée pour interagir avec le Diocèse de Paris et les personnes qui interviennent pour son compte.

Ainsi, ils alertent le Diocèse de Paris ou les personnes qui interviennent pour leur compte et l'EPRNDP, le cas échéant, en doublant cette alerte par une information écrite du Pouvoir adjudicateur, pour les sujets suivants :

- tout sujet relatif à la sécurité ou la sûreté sur le site ;
- la maintenance, l'entretien ou toute intervention technique assurés par le Diocèse de Paris et l'EPRNDP, le cas échéant au titre des équipements qu'il met à disposition ;
- tout sujet relatif aux conditions climatiques ;

Les personnes qui interviennent pour le compte du titulaire sont elles-mêmes tenues, lorsqu'elles sont présentes sur site, de vérifier le stockage de ses matériels et notamment des solvants.

2.10 DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE

Gestion des déchets :

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande du Pouvoir adjudicateur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCP.

Optimisation des livraisons et réduction des gaz à effet de serre :

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport. La planification des transports doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins du Pouvoir adjudicateur, d'éviter

la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises et des œuvres objets du marché et des tournées afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison.

Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Le titulaire assure la formation des chauffeurs à l'éco-conduite. »

ARTICLE 3 PRIX

3.1 CONTENU ET DISPOSITION GENERALES

Le présent marché est conclu à prix globaux et forfaitaire.

Le prix du marché est hors TVA. Les montants des acomptes et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.

Le prix rémunérant les prestations du marché comprend toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Ces frais incluent notamment ceux relatifs : aux déplacements, aux frais de panier ou d'hébergement éventuels, à la reprographie, aux frais de secrétariat, etc.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

3.2 FORME DU PRIX

Les prix sont **fermes, actualisable**.

3.3 ETABLISSEMENT DU MOIS ZERO (M₀)

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m₀. Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, le mois m₀ correspond à la date prévisionnelle de remise des offres, soit le mois suivant :

novembre 2025

Si la procédure de passation fait l'objet d'une négociation, le mois m₀ est établi à cette même date.

3.4 MODALITES D'ACTUALISATION DES PRIX

Le prix ferme peut être actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois m₀ et le mois d'exécution des prestations.

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation C_i, donné par la formule suivante :

$$C_i = I_m / I_0$$

dans laquelle :

- I₀ est l'indice *BT18a – Menuiserie intérieurs en bois* du mois m₀
- I_m est l'indice *BT18a – Menuiserie intérieurs en bois* du mois d'exécution des prestations

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

ARTICLE 4 DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION

4.1 DUREE DU MARCHE

La durée globale indicative du marché est estimée à un maximum de :

huit (8) mois.

Décomposée de la manière suivante :

- **6 mois pour les interventions sur les objet**
- **2 mois pour la remise des rapports d'intervention**

4.2 DEBUT DU DELAI D'EXECUTION

Conformément à l'article 13.1. du CCAG-FCS le délai d'exécution des prestations du présent marché démarre à la notification du contrat.

4.3 ACHEVEMENT DE LA MISSION

Chaque élément de mission listé à l'article 2 du présent CCP fait l'objet d'une décision d'admission, notifiée par le Pouvoir adjudicateur au titulaire, conformément à l'article 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 5 PENALITES

5.1 CONDITIONS D'APPLICATION DES PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités concernent d'une part, les manquements aux conditions d'exécution des prestations et, d'autre part, les retards dans la remise de documents.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai est expiré.

Lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du Pouvoir adjudicateur du fait des manquements du titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ou du retard qu'il aurait pris ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des pénalités est calculé en valeur m0 et n'est ni révisé, ni actualisé.

5.2 PENALITES POUR MANQUEMENTS AUX CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.2.1 Défaut de suivi des observations de la conservatrice

En cas de manquement constaté dans la mise en œuvre des observations formulés par la conservatrice, le Pouvoir adjudicateur saisit le titulaire par simple demande écrite. Une pénalité forfaitaire de 100€ peut alors être appliquée par manquement.

5.2.2 Défaut de sûreté ou de sécurité

En cas de manquement constaté dans la mise en application des mesures de sûreté ou de sécurité applicables sur le site de restauration, le Pouvoir adjudicateur saisit le titulaire par simple demande écrite. Une pénalité journalière de 1000€ peut alors être appliquée par manquement. Le montant de ces pénalités est, au plus, égal à 15 % du montant du marché.

5.2.3 Mauvaise utilisation des équipements mis à disposition

Le titulaire est tenu de respecter les conditions d'usage prévues pour les équipements mis à sa disposition. En cas de manquement entraînant la panne de l'équipement, le Pouvoir adjudicateur saisit le titulaire par simple demande écrite. La pénalité issue de la somme des montants suivants peut alors être appliquée :

- remise en service ou remplacement de l'équipement rendu défectueux ;
- dans le cas où l'absence momentanée de l'équipement est critique, frais de mise à disposition d'un équipement de substitution pendant la période d'indisponibilité ;
- somme forfaitaire supplémentaire de 500€.

Le montant de ces pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du marché.

5.2.4 Absence à une réunion

En cas d'absence non-excusee à une réunion à laquelle il aurait été convoqué, le titulaire est passible d'une pénalité forfaitaire de 100€.

5.3 PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DE DOCUMENTS

5.3.1 Dispositions générales

Il est précisé que les documents exigibles par le Pouvoir adjudicateur au titre du Code du travail et des assurances doivent être renouvelés tous les six (6) mois par le titulaire.

5.3.2 Rapports d'intervention

En cas de retard de plus de trente (30) jours dans la remise du rapport d'intervention d'une œuvre, à compter du constat de l'achèvement de sa restauration par le Pouvoir adjudicateur, la pénalité suivante peut être appliquée : 100€ par jour de retard.

Le montant de ces pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du marché.

5.3.3 Preuves de qualification et de compétence des travailleurs

Sur demande écrite du représentant du Pouvoir adjudicateur, en recommandé avec accusé de réception, le titulaire produira les documents justifiant de la qualification, à la compétence et à l'expérience des travailleurs employés.

Une pénalité journalière de 150€ peut être appliquée en cas de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant du Pouvoir adjudicateur aura fixé dans son courrier.

Le montant de ces pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du marché.

5.3.4 Travail dissimulé

Sur demande écrite du représentant du Pouvoir adjudicateur, en recommandé avec accusé de réception, le titulaire produira les documents visés à l'article 1.7 du présent document (article D. 8222-5 et -7 du Code du travail). Une pénalité journalière de 150€ peut être appliquée en cas de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant du Pouvoir adjudicateur aura fixé dans son courrier.

En application de l'article L8222-6 du code du travail, le montant des pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

5.3.5 Sous-traitance

En cas de retard dans la remise de documents relatifs à la sous-traitance et par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS, la pénalité suivante peut être appliquée : 150€ par jour de retard.

Le montant de ces pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du marché.

5.3.6 Production des attestations d'assurance

Conformément à l'article 10.1 du présent document, le titulaire est tenu de communiquer ses attestations d'assurances au Pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat, puis tous les 6 mois.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante peut être appliquée : 100€ par jour de retard.

Le montant de ces pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du marché.

ARTICLE 6 REGLEMENT DES COMPTES

6.1 DELAIS DE PAIEMENT – GENERALITES

Conformément à l'article R2192 du Code de la commande publique, le délai global de paiement est de :
30 (trente) jours.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 (quarante) euros.

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11 CCAG-FCS.

6.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Il est demandé au titulaire d'indiquer ses coordonnées bancaires sur la facture.

6.3 MODALITES DE VERSEMENT

Le Pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert au nom du titulaire, à l'établissement bancaire suivant :

Titulaire – Joindre un RIB (à préciser) Original Compte au nom de :	
Nom Banque :	
Code banque :	
Code guichet :	
Numéro :	
Clé RIB :	
Adresse agence :	

Toutefois, en application de l'article 6 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le Pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct en faisant porter les montants au crédit de leurs comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Il est précisé que les versements s'effectueront en euros, par la voie du mandat administratif.

6.4 AVANCE

En application de l'article R2191-3 du code de la Commande publique aucune avance ne sera versée.

6.5 ACOMPTES

6.5.1 Dispositions générales

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs.

Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état des prestations exécutées, exprimé en pourcentage d'avancement par élément de mission.

6.5.2 Délai global de paiement

La date de réception par le Pouvoir adjudicateur de la demande de paiement effectuée par le titulaire constitue le point de départ du délai global de paiement de 30 jours.

Toutefois, tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivée suspend le délai de paiement jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

En outre, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

6.6 SOLDE

Le règlement du solde est effectué en application de l'article 11.7 du CCAG-FCS.

ARTICLE 7 RETENUE DE GARANTIE

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie. Le recouvrement des sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

ARTICLE 8 RESILIATION DU MARCHE – MESURES COERCITIVES

Le présent marché peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre VII du CCAG-FCS (articles 38 à 45 inclus) avec les précisions et dérogations suivantes :

8.1.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Si le Pouvoir adjudicateur décide la cessation définitive, partielle ou totale, de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, il est exclu toute indemnité forfaitaire, compte-tenu que les frais d'investissement sont compris dans le bordereau de prix et que le Pouvoir adjudicateur s'engage à un délai de prévenance minimal. S'il décide de mettre fin de manière anticipée au marché, il notifie sa décision au titulaire dans un délai qui ne peut être inférieur à un (1) mois avant la date à laquelle il est mis fin aux prestations.

Ainsi, l'éventuelle indemnisation du titulaire se limite à la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il incombe alors au titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

8.1.2 Résiliation aux torts du titulaire

Par dérogation à l'article 43.3 du CCAG-FCS, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS, le marché est résilié sans indemnité pour le titulaire et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le Pouvoir adjudicateur est rémunérée avec un abattement de cinq pour cent (5%). Le pourcentage d'abattement est fixé à 10% (dix pour cent), si la résiliation est prononcée dans les cas prévus aux c), j) et k) de l'article 41.1 du CCAG-FCS.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant et le délai dans lequel il d'où y remédier.

Dans le cas où le titulaire ne parviendrait pas à satisfaire aux obligations ayant fait l'objet de la mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire par le Pouvoir adjudicateur sur simple décision

notifiée dans les conditions de l'article 41.2 du CCAG-FCS. La fraction de l'élément de mission déjà exécutée serait alors rémunérée et le titulaire n'aurait droit à aucune indemnité.

8.1.3 Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, le Pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, la mise aux frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

ARTICLE 9 CESSIION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE SUR LES DOSSIERS D'INTERVENTION

A l'issue de la restauration et au plus tard deux mois après la réunion constatant cet achèvement, le titulaire remet au Pouvoir adjudicateur un dossier de restauration. Celui-ci contient notamment des illustrations photographiques de l'état de l'œuvre avant, pendant et après la restauration ainsi que les produits utilisés.

9.1 DETERMINATION DU PRIX FORFAITAIRE DU RAPPORT D'INTERVENTION

La notion de « prix forfaitaire du dossier de restauration » correspond à la rémunération due au titulaire pour :

- la rédaction proprement dite du Rapport d'intervention
- la remise du document précité dans les quantités et sous les formes fixées dans le cahier des clauses techniques particulières
- la cession des droits sur ce document dans les conditions fixées à l'article 9.9 du présent CCAP.

Le prix de ce dossier d'intervention est indiqué dans la décomposition des prix globale et forfaitaire.

9.2 CESSIION DES DROITS SUR LE RAPPORT D'INTERVENTION

Le titulaire cède, dans les conditions énoncées ci-après, les droits de propriété intellectuelle attachés au(x) rapport(s) d'intervention rédigé(s), photographies comprises, dans le cadre du présent contrat (ci-après les « prestations »).

9.3 ETENDUE DES DROITS CEDES

La présente cession comprend le droit de reproduction, de représentation et d'adaptation des « prestations » sur tous supports et par tous vecteurs, modes et procédés connus et inconnus à ce jour et notamment l'exploitation directe ou dérivée, adaptations et formats, par voie d'imprimerie, optique,

magnétique, opto-chimique, électronique électromagnétique, photonique, bionique, sur papier, film, cassette, vidéodisque, disque optique numérique (dont notamment CD, CD-ROM, DVD, DVD-Rom, HDVD, Blu-Ray), ou tout autre support actuel ou futur à des fins de reproduction, fabrication, location, vente, diffusion, télédiffusion ou projection en salle, usage privé et de tous droits qu'impliquent l'exercice des droits cédés.

Le droit de reproduction comprend encore le droit de reproduire et faire reproduire tout ou partie des « prestations » sur tous supports, actuels ou futurs, et notamment:

- le droit de fabriquer, reproduire, distribuer, diffuser les « prestations » et ce, sans réserve d'aucune sorte;
- le droit de numériser les « prestations », de les mettre en mémoire sur tout support, de moduler, compresser, décompresser ou utiliser tous les autres procédés techniques de même nature à l'égard des « prestations » numérisées pour les besoins de leur stockage,
- leur transfert, leur traitement informatique, leur adaptation et/ou leur exploitation;
- le droit de modifier, reformater, d'extraire, d'incorporer les « prestations », ou tout élément des « prestations ».
- Le droit de représentation comprend notamment la communication au public des « prestations » par tous procédés et moyens connus et inconnus à ce jour et notamment par voie de présentation et projection publiques, diffusion par tous procédés, notamment numérique (télédiffusion par voie hertzienne (numérique ou analogique, cryptée ou non, payante ou non) ou terrestre, satellite, fil, câble, télématique, intranet, extranet, Internet, WAP, ADSL, VOD, et plus généralement tout service électronique distant en ligne ou hertzien, etc.) et transmission et télétransmission dans un lieu public ou privé,

Le droit d'adaptation comprend:

- le droit d'effectuer la reproduction, la représentation et la publication par fragments ou par extraits des « prestations », par les modes et procédés prévus aux paragraphes ci-dessus et ce y compris pour la publicité et la promotion;
- le droit d'assembler et d'intégrer les « prestations », ou tout élément les composant pris isolément, dans toute autre œuvre, élément, produits dérivés ou document, et ce par tout moyen et selon tout procédé technique ou artistique, et notamment le droit d'utiliser en tout ou partie les « prestations » afin de créer les produits et services énoncés à l'article 9.1.2.2 ci-après;
- le droit de réduire ou d'agrandir les « prestations », ou tout élément les composant ou s'y intégrant pris isolément afin de les adapter au support sur lequel elles sont reproduites et représentées;
- le droit de modifier, faire évoluer, et décliner les « prestations », ou tout élément les composant ou s'y intégrant pris isolément, notamment sous toute forme, couleur, proportion, figuration, scénographie;
- le droit d'éditer tout service électronique, reproduisant représentant ou incorporant les « prestations », ou tout élément les composant ou s'y intégrant pris isolément;
- le droit de produire, fabriquer, réaliser, développer, assembler directement ou indirectement, selon toute modalité technique les « prestations », ou tout élément les composant ou s'y intégrant pris isolément sur tout produit et matériel destiné à la vente,
- la location, la distribution et plus généralement destiné à toute exploitation commerciale ou non commerciale.

Plus généralement, le droit d'adaptation comprend également le droit d'adapter tout ou partie des « prestations », les faire évoluer en les déclinant, les modifier pour un usage, une finalité ou un contrat particulier, sous quelque forme que ce soit.

9.4 EXPLOITATIONS ENVISAGEES

A titre purement illustratif, et sans que cela ne puisse s'interpréter ou constituer une limitation expresse ou tacite des droits cédés définis ci-dessus, il est entendu que les « prestations » pourront être exploitées d'une part, pour les besoins du présent marché et/ou de toute autre procédure de commande publique et d'autre part :

- aux fins de toutes actions à titre commercial ou non, de promotion, de publicité, de communication et/ou d'information, quel que soit leur objet, afférentes aux activités tant de la Drac Île-de-France que de ses partenaires institutionnels et/ou commerciaux;
- aux fins de la production, réalisation, commercialisation, promotion et distribution de tout type de produits et services dérivés et de produits et services souvenirs mais également de produits/services culturels et pédagogiques, développés tant par la Drac Île-de-France que par ses partenaires institutionnels et/ou commerciaux;
- plus généralement aux fins de la réalisation des missions statutaires de la Drac Île-de-France.

D'une manière générale, les droits comprennent tous droits ci-dessus visés et tous autres droits dérivés consistant à utiliser la reproduction ou la représentation des « prestations » ou de leur exploitation par prêt, location et autre mise à disposition à distance ou non, ou à adapter, reproduire et représenter tout ou partie des « prestations » pour donner forme ou ornement à tout objet ou service, et plus généralement tous droits qu'impliquerait l'exercice plein et entier des droits objets de la présente cession.

9.5 QUALITE DE CESSIONNAIRE DE LA DRAC ÎLE-DE-FRANCE

En conséquence de la présente cession, la Drac Île-de-France acquiert la qualité de cessionnaire pour utiliser et exploiter les « prestations » qui en sont l'objet dans les conditions énoncées ci-dessus.

La Drac Île-de-France se réserve le droit de céder ou de concéder à tout tiers de son choix tout ou partie des droits et des obligations de la présente cession à titre exclusif ou non. Cette cession éventuelle des droits par la Drac Île-de-France, quels qu'en soient les motifs et les modalités, ne pourra donner lieu à aucune indemnité au profit du titulaire.

La Drac Île-de-France aura le droit d'engager, à ses risques et périls, toutes les poursuites judiciaires ou voies d'exécution nécessaires à la protection des droits qui lui sont cédés notamment en contrefaçon, concurrence déloyale, parasitisme ou tout autre fait délictuel ou préjudiciable aux droits ou à l'image de la Drac Île-de-France.

9.6 TERRITOIRE ET DUREE

La cession des droits visés ci-dessus est réputée s'effectuer au fur et à mesure de la réalisation des « prestations » par le titulaire.

Cette cession vaut pour le monde entier, pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle telle qu'elle résulte des dispositions du code de la propriété intellectuelle et des conventions internationales ratifiées par la France, y compris les cas de prolongation éventuelle de cette durée.

9.7 EXCLUSIVITE

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, la cession de droits objet du présent article est accordée à titre exclusif par le titulaire à la Drac Île-de-France.

En vertu de cette exclusivité, le titulaire s'engage à n'utiliser en aucun cas, directement comme indirectement, les « prestations », et à ne communiquer en aucune circonstance ses travaux réalisés dans le cadre du présent marché (y compris les travaux préparatoires et intermédiaires) à un tiers sans l'accord écrit préalable de la Drac Île-de-France.

Ainsi, les publications, les communications au sein de colloques sont soumises à l'accord écrit préalable de la Drac Île-de-France.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède, le titulaire pourra présenter les « prestations » dans leur globalité et/ou des éléments de ces « prestations » (dont photographies) au sein de ses références commerciales/professionnelles et notamment dans le cadre d'autres contrats avec des tiers.

9.8 GARANTIES

Le titulaire garantit à la Drac Île-de-France être seul titulaire des droits cédés au titre du contrat et pouvoir en conséquence les céder sans que la Drac Île-de-France ne soit jamais ni recherché ni inquiété à cet égard, pour quelque cause et sur quelque fondement juridique que ce soit et pour la durée et l'étendue géographique de la présente cession.

Le titulaire fait son affaire d'obtenir de toute personne ayant participé à la création des « prestations », qu'elle soit ou non son salarié, son fournisseur ou son sous-traitant, la cession des droits de propriété littéraire et artistique précités.

Le titulaire se porte garant à l'égard de la Drac Île-de-France contre toute action en contrefaçon ou plagiat qui pourrait être engagée par tout titulaire de droit, pour la durée et l'étendue géographique de la présente cession.

Le titulaire déclare et garantit également à la Drac Île-de-France qu'aucun élément des « prestations » ne saurait porter préjudice à une quelconque personne physique ou morale ou produit et marque que ce soit, notamment au titre du droit des dessins et modèles, du droit des marques, du droit de la concurrence déloyale et parasitaire, du droit des personnes sur leur image, le respect de leur vie privée, de leur honneur ou de leur réputation, et des propriétaires sur leurs biens,

Le titulaire déclare et garantit également à la Drac Île-de-France qu'il a plein pouvoir et qualité pour consentir les droits cédés par les présentes et que d'une part, ces droits ne sont, ni ne seront en aucune manière cédés, grevés, ni d'une façon quelconque dévolus en faveur d'un tiers et, d'autre part, qu'il n'a fait et ne fera, par le fait d'une cession à un tiers ou par tout autre moyen, aucun acte susceptible de compromettre la présente cession de droits, ou susceptible d'empêcher ou de gêner la pleine jouissance par la Drac Île-de-France des droits qui lui sont consentis par le présent contrat.

En conséquence le titulaire déclare et garantit également la Drac Île-de-France contre toute revendication, action qui pourrait être exercée à un titre quelconque par un tiers au préjudice de la Drac Île-de-France et de l'exercice parfait des droits cédés par le présent contrat.

9.9 REMUNERATION

Sauf cession expresse à titre gratuit, il est entendu entre les parties que le prix de la présente cession de droit :

- est conclu à titre onéreux et forfaitaire ;
- est compris dans la rémunération globale due par la Drac Île-de-France soit au titre des prestations forfaitaires soit au titre de chaque bon de commande le cas échéant ;
- est équivalent au pourcentage du prix forfaitaire du rapport d'intervention tel que fixé par le titulaire ci-dessous :

..... % du prix forfaitaire du rapport d'intervention

Il est expressément convenu que 5% des sommes versées au titre de la rémunération de la présente cession correspondent au droit d'exploiter les « prestations » sur un vecteur imprévisible à la date du présent marché, cédé par le titulaire à la Drac Île-de-France conformément aux dispositions figurant ci-dessus.

9.10 DROIT MORAL

La Drac Île-de-France s'engage à respecter le droit moral du ou des auteurs des « prestations » conformément aux articles L 121-1 et suivants du Code de Propriété Intellectuelle.

9.11 RESILIATION

Nonobstant la résiliation, résolution, ou annulation du contrat, les droits patrimoniaux se rapportant aux « prestations » réalisées par le titulaire demeureront acquis à la Drac Île-de-France tant qu'il n'en sera pas décidé autrement, par une décision de justice définitive passée en force de chose jugée.

La résiliation, la résolution ou l'annulation du contrat ne remettra pas en cause les droits acquis par des tiers antérieurement, sous la réserve que ces tiers respectent les conditions de la présente cession,

9.12 PRESTATIONS REALISEES PAR LA DRAC ÎLE-DE-FRANCE ET CONFIEES AU TITULAIRE

Le titulaire n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle d'aucune sorte du fait de l'exécution des « prestations » sur des prestations ou documents, réalisés par la Drac Île-de-France et/ou tout tiers, et confiés au titulaire en vue de la réalisation des « prestations » (notamment étude(s) préalable(s)).

Les parties déclarent expressément que les dispositions du présent article demeureront en vigueur après la cessation du présent contrat, pour quelque cause que ce soit et notamment en cas de résiliation du présent contrat, qu'il y ait ou non faute du titulaire

Ainsi, le titulaire restituera à la Drac Île-de-France, sur simple demande, tous supports ou créations ayant servi à réaliser les « prestations »,

A défaut d'une restitution dans le délai de quatre (4) jours ouvrés suivant la demande, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 5.3 du présent CCP.

En cas de résiliation du contrat, qu'il y ait ou non faute du titulaire, cette restitution a lieu au plus tard à la date de prise d'effet de la décision de résiliation.

ARTICLE 10 CLAUSES DIVERSES

10.1 ASSURANCES

10.1.1 Dispositions générales

Le titulaire s'engage à maintenir en vigueur ses contrats d'assurance relatifs au présent marché auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables et établies en France pour toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, professionnelle, délictuelle et/ou contractuelle du fait des dommages corporels, matériels et immatériels qui pourraient être causés. Ceux-ci concernent tant le Pouvoir adjudicateur que tout tiers intervenant pour son compte ou à sa demande dans le cadre de l'exécution du présent marché ou de l'opération de restauration des œuvres. A ce titre, le titulaire remet au Pouvoir adjudicateur des attestations d'assurance en cours tous les 6 mois.

10.1.2 Responsabilité civile professionnelle

Le titulaire est responsable de l'ensemble des préjudices de toute nature qui pourraient être causés à toute personne ou à tout bien, appartenant au Pouvoir adjudicateur, ou à des tiers, du fait des prestations objet du marché et de la présence sur les sites d'exécution du marché, soit de lui-même, soit de son personnel, soit des tiers agissant pour son compte, soit de ses fournisseurs. Il justifie avoir souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle (RCP) qui couvre l'ensemble de ces risques. Le titulaire justifie que cette assurance comprend les dommages matériels, les dommages corporels et les dommages immatériels.

10.2 CONFIDENTIALITE

En application de l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu à la confidentialité s'agissant de tous les renseignements relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour l'exécution du présent marché, au fonctionnement des services du titulaire ou du Pouvoir adjudicateur. Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Il s'engage à ne diffuser aucune information sans l'accord préalable express de la personne responsable du marché ou de son représentant habilité. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

Le Pouvoir adjudicateur peut décider de communiquer sur la restauration des œuvres et peut, dans ce cadre, être amené à communiquer sur des éléments relatifs au présent marché. Il veille alors à ne pas compromettre la sécurité et la sûreté du site et des locaux mis à disposition par le titulaire.

Par dérogation à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire ne peut communiquer sur cette restauration ou sur le marché qui lui est confié sans accord express du Pouvoir adjudicateur, quand bien même il s'agirait d'informations, de documents ou d'éléments rendus publics.

10.3 PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS

Les intervenants du titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai au maître d'ouvrage toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Toute action de démarchage, de prospection ainsi que toute invitation à des événements promotionnels de la part du titulaire auprès du maître d'ouvrage et de ses partenaires est prohibée.

10.4 RECOURS EN CAS DE LITIGE ET LANGUES

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, le tribunal territorialement compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS
7 rue de Jouy
75181 PARIS CEDEX 04



Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 11 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Dérogations au CCAG-FCS

Articles du présent CCP	Objet	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
1.3	Pièces contractuelles	4
3.3	Etablissement du mois 0	10.2.4
5.1	Pénalités	14 et 14.1
5.3.5	Pénalités relative la sous-traitance	3.6.3
8.1.1	Résiliation pour motif d'intérêt général	42
8.1.2	Résiliation aux torts du titulaire	43.3
8.1.3	Mise aux frais et risques	41 et 45.1
9.7	Cession des droits de propriété intellectuelle	37
10.2	Confidentialité	5

VISAS

À		le	
<i>Cachet et signature du titulaire précédée de la mention « lu et approuvé »</i>			

LISTE DES ANNEXES AU PRESENT DOCUMENT

ANNEXE 1 : LES IMAGES DES OBJETS MOBILIERS MENUISES STOCKES DANS LE VAL D'OISE

ANNEXE 2 - LES PLANS ET COUPES DE LA CATHEDRALE NOTRE-DAME DE PARIS

ANNEXE 3 - L'ETUDE POUR LA RESTAURATION DU MOBILIER DE LA SALLE BASSE DE SEPTEMBRE 2025

ANNEXE 4 - LA MISE EN OEUVRE DU REGLEMENT GENERAL POUR LA PROTECTION DES DONNEES AU PRESENT MARCHE.